Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 27 NOVEMBRE 1979 - N° 1 002 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Iran : nouvelles menaces américaines

Alors que la situation dans l'ambassade américaine à Téhéran en est toujours au statu quo, Carter poursuit ses tentatives d'intimidation : un porte-avion américain fait marche vers le Golfe, et des rumeurs circulent sur l'arrivée de commandos héliportés en Arabie Saoudite.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Bani Sdadr a annoncé que l'Etat iranien refusait de reconnaître les dettes contractées aux Etats-Unis par les vingt-huit banques privées iraniennes nationalisées depuis.

LIRE EN PAGE 7

Sihanouk en France

Après avoir passé plusieurs mois en Chine et en Corée du Nord, le prince Sihanouk est arrivé dimanche à Paris, où il a été acueilli par plusieurs centaines de Cambodgiens. Il devait prendre contact avec les différentes organisations de réfugiés cambodgiens ainsi qu'avec de nombreuses personnalités politiques.

Ces dernières semaines, le prince Sihanouk avait fait des déclarations allant dans le sens d'un soutien à la résistance dans son pays.

LIRE EN PAGE 7

Encombrement présidentiel à la télé

Ce mardi soir, Giscard s'octroie une heure de télévision. On s'atend généralement à ce qu'il s'explique d'une manière ou d'une autre sur les différents scandales qui ont défrayé la chronique ces dernières semaines.

Dans le cadre de cette émission, et avec comme interlocuteurs trois journalistes de la télévision, Giscard n'a pas à craindre qu'on lui pose de question insolente.

LIRE EN PAGE 3

AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT

A la veille du débat sur l'avortement à l'Assemblée Nationale, des milliers dans la rue pour «continuer le combat»

LIRE EN PAGE 8

ALSTHOM-BELFORT : REPRISE DANS L'INSATISFACTION

Ce lundi matin, les travailleurs d'Alsthom à Belfort reprenaient le travail. Leur insatisfaction s'exprimait au cours du meeting de rentrée en réponse à l'auto-satisfaction, affichée par les directions syndicales.

LIRE EN PAGE 8

Tandis que ceux de Saint-Ouen reprenaient également le travail ce lundi matin, les travailleurs de l'Alsthom de Villeneuve d'Ascq se mettaient en grève, et ceux de Delle-Alsthom à Villeurbanne poursuivaient leur grève après un vote favorable de 60 % (nous y reviendrons dans notre prochaine édition).

Demain : un dossier sur la lutte d'Alsthom-Belfort.

Au cours de la lutte, un meeting au centre Benoit Frachon.

1 000 ABONNEMENTS 1 000 ABONNEMENTS 1 000 ABONNEMENTS

Grande campagne de soutien au *Quotidien du Peuple*

1 000 abonnements de 100 F

Chaque lecteur le sait : *Le Quotidien du Peuple* doit livrer chaque jour une bataille acharnée pour son existence. Tout est fait, dans cette société, pour qu'un journal communiste n'ait pas droit à la parole. Parmi les moyens employés contre la presse communiste, il y a les attaques souterraines, sournoises qui se situent au niveau de la caisse. Les coûts financiers de sortie d'un journal quotidien sont très élevés et n'ont cessé d'augmenter ces dernières années.

Parce que nous croyons fermement qu'il y a besoin aujourd'hui en France d'un quotidien communiste, nous avons décidé de ne pas baisser les bras, de relever le défi. Une fois encore.

Ensemble camarades et amis lecteurs, nous avons fait du *Quotidien du Peuple* ce qu'il est aujourd'hui. Ensemble, nous avons livré des batailles pour son existence. A commencer par celle pour sa parution le 29 septembre 1975. Nous avons à en mener maintenant une nouvelle.

Nous avons décidé de lancer une grande campagne de soutien au *Quotidien du Peuple* avec pour objectif principal 1 000 nouveaux abonnements de 100 F.

Pourquoi l'abonnement ?

— Parce qu'il permet un lien politique plus suivi entre les lecteurs et le journal.

— Parce qu'il assure à la trésorerie du journal des rentrées financières stable qui permettent un bien meilleur équilibre du budget.

Disons-le nettement : nous avons un besoin impératif de ces abonnements nouveaux. Aussi lançons-nous un appel à la mobilisation pour cette campagne qui se déroulera sur une période limitée de trois semaines à compter de ce numéro «spécial 1000». De plus, la formul d'abonnement à 100 F pour quatre mois est particulièrement avantageuse.

Au travail, camarades et amis pour faire de cette campagne un succès, pour raffermir les liens politiques entre le journal et ses lecteurs, pour en créer de nouveaux et pour donner au journal les moyens de son existence.

Pour l'existence en France d'un quotidien communiste
Abonnez-vous, réabonnez-vous, faites abonner vos amis
EN AVANT POUR LES 1 000 ABONNEMENTS A 100 F

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Cadeau choisi .....

Date :

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

EN CADEAU

Un numéro de *Front Rouge*

☐ • **Une cassette sur la Chine** : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.

ET AU CHOIX

☐ • **Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine** réalisées par la délégation du CC du PCR ml

☐ • **Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy** : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.

1 000 ABONNEMENTS 1 000 ABONNEMENTS 1 000 ABONNEMENTS

Une heure avec Giscard mardi soir

UNE HEURE DE TROP

Merveilles de la Démocratie ! Un bouton à régler, et ce mardi soir, à 20 h sur *Antenne 2*, nous allons passer *«une heure avec le Président de la République»*. Quelle aubaine, une heure avec le principal responsable de la politique que nous subissons tous les jours, une heure avec l'homme qui a fait augmenter de un million le nombre de chômeurs depuis son accession au pouvoir, une heure avec l'homme des attaques contre les libertés. Mais ne rêvons pas. Ce Giscard, nous ne pourrons bien sûr pas lui dire ce que nous pensons de sa politique, la sienne et celle de sa classe. La démocratie ne mérite pas sa majuscule, quand il ne s'agit que d'entendre la propagande gouvernementale. Et au vu des noms de ceux qui vont l'interroger, Elkabbach, Duhamel et Saint-Paul, ne parlons plus de démocratie du tout. Mardi soir, nous n'allons pas passer une heure avec le Président de la République ; nous allons subir pendant une heure et un peu plus l'arrogance du plus haut personnage de l'Etat bourgeois. Et ne nous fions pas aux questions d'apparence spontanée ou percutante qui viendraient à être posées : celles-là aussi ont été préparées dans ces traditionnels petits dîners qui réunissent journalistes aux ordres et collaborateurs de l'Elysée.

Plaisir du style de ceux qui écrivent ses discours ? Satisfaction propre de son élocution précieuse ? Volonté d'occuper le terrain des médias ? Toujours est-il que Giscard d'Estaing est un bavard. Rien que dans les dix derniers jours, il a prononcé une multitude de discours, solennels ou anodins ; dans le Sud-Ouest d'abord ; puis au début de la semaine dernière, il remettait ça à Londres ; mercredi, il faisait connaitre le contenu de la lettre envoyée à Barre, avant de recevoir, en soirée quelques immigrés ; vendredi, c'est au congrès de *«d'association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires»* qu'il prenait la parole ; samedi, il dissertait sur la famille, le racisme, l'intolérance, dans les colonnes du journal *La Croix*. Autant de propos abondamment rapportés par les organes de presse.

Dès lors, qu'attendre des propos présidentiels de ce mardi soir ? Peu de choses en réalité, et en tout cas rien de nouveau. Simplement, le Président s'efforcera d'adopter un langage simple, avec des phrases courtes, des premièrement et des deuxièment, et des exemples, beaucoup d'exemples. Moins pour nous convaincre que pour nous expliquer. Comme si nous n'avions pas compris !

Tout de même, il est quelques questions que nous aimerions lui poser, à ce Giscard.

Au début de ce mois, on nous a promis que Giscard parlerait *«le moment venu»* au sujet des *«affaires»*, celle de Boulin et celle des diamants. Ce moment semble venu. Alors nous aimerions savoir, évidement, si les diamants de Bokassa sont venus grossir la déjà coquette fortune du Président. Et puis surtout, nous aimerions que Giscard s'explique sur la manière dont l'impérialisme français a porté à bout de bras la sanguinaire dictature de Bokassa, et ce depuis le début. Et tant qu'à faire, la question pourrait être étendue à tous ces pays où l'impérialisme français s'acharne à poursuivre sa domination coloniale et néo-coloniale.

Quant à l'affaire Boulin, peu importe au fond de savoir ce qu'en pense Giscard ; tout au plus ne serait-il pas inintéressant d'avoir un éclairage sur la manière dont la bourgeoisie règle ses comptes, par exemple en parlant de l'affaires de Broglie, ou encore du rôle des Républicains Indépendants dans l'affaire de la feuille d'impots de Chaban-Delmas, en 1972...

Mais il y a plus grave. Pourquoi ne serait-il pas demandé au grand bourgeois D'Estaing s'il sait ce que veut dire vivre avec 2 000 francs par mois ? S'il sait ce que ça signifie, de se retrouver avec des milliers d'autres, dans les files d'ANPE ? S'il sait ce que c'est, le rascisme des flics dans le métro, et les expulsions, et les bavures ? etc...

Mais inutile d'aller plus loin. Que Giscard ait lu dans des rapports ce qu'est la vie des travailleurs et des masses populaires, ou qu'il l'ignore, revient au même. Il s'en fout. Virulents ou mièvres, les questionnements de salons ne sont d'aucune utilité avec les gens de cette classe. Il n'y a que la lutte.

Simplement, pour ne pas trop s'énerver mardi soir, sur le coup de 20h, imaginons ce qu'aurait à dire à Giscard des travailleurs en lutte quand à l'heure du laitier se profilent les uniformes noirs des gardiens de l'ordre patronal...

N.D.

«ILS SE SENTENT CHEZ EUX»

«Mieux se connaitre pour mieux se comprendre» claironnent Giscard et Stoléru. C'est le thème des Semaines du Dialogue Français-Immigrés.

Notre bon prince ne pouvait faire mieux : il a reçu à l'Elysée quelques deux cent cinquante étrangers. Oh ! Rassurez-vous, pas deux cent cinquantes travailleurs et immigrés. On n'a invité qu'une minorité d'entre eux - pour l'exotisme et la bonne conscience - le reste, des fonctionnaires français et des diplomates étrangers. Avouez, un secrétaire d'ambassade, c'est quand même plus chic qu'un éboueur marocain. Et on n'est pas obligé de lui serrer la main devant les photographes pour immortaliser le «dialogue»...

Deinia Malbrouck est algérien. Chômeur. Contrôle d'identité. Les flics s'aperçoivent qu'il doit 1260 f au fisc. Injures, coups... Le lendemain, Deinia sort du commissariat la peau du ventre lacérée en trois endroits, les ecchymoses ne se comptent plus.

A l'Elysée, entre deux petits fours et une coupe de champagne, notre bon prince s'est écrié : *«Il n'y a aucun pays au monde, je dis bien aucun pays au monde qui puisse se prévaloir d'un tel effort en faveur des étrangers vivant sur son territoire.»*

Il s'appelle Souyadi Sallah. Il travaillait à l'usine Bertoldi de Longwy. Dépôt de bilan. La lutte s'engage. Sallah, délégué CGT, participe avec ses camarades à la lutte contre les licenciements. Il est aujourd'hui menacé d'expulsion . Pour avoir paricipé à des «troubles».

A l'Elysée, après les amuses-gueules et les verres en cristal, les affaires courantes... *«Nous abolissons les frontières pour que les travailleurs immigrés se sentent chez eux en France»* a dit Giscard. Du moins ceux qui vont y rester. Car en fait de barrière, c'est une frontière que Sallah va franchir...

Comme les dix-huit ou vingt autres travailleurs qui sont expulsés de la France giscardienne chaque jour.

Le dialogue Français-Immigrés ? Oui. Et même plus. La lutte au coude à coude. Mais contre eux. Contre leurs projets. Contre leur politique de division.

M.B.

• Internationale trotskyste : scission

L'analyse de la situation au Nicaragua, qui avait déjà servi de prétexte à la scission de la LCR lors de son congrès des 3 et 4 novembre derniers, a provoqué une nouvelle scission, au niveau de la *«4e internationale»* cette fois-ci. Cette organisation, qui tenait son *«congrès mondial»* la semaine dernière en Suède, a enregistré le départ de sa section argentine, présentée comme la plus importante numériquement, ainsi que le départ de militants chiliens, espagnols et français. Par ailleurs, il semble que les amendements déposés par la LCR aient été tous repoussés.

• Congrès des maires : unité RPR - UDF - PS

Comme il était prévu, le 62e congrès de l'Association des Maires de France s'est terminé par la réélection de Poher au poste de président. Sans surprise non, plus l'élection du socialiste Lemoine comme secrétaire général. Les maires présents à l'Hôtel de Ville de Paris ont par ailleurs voté une motion s'inquiétant *«de la distorsion entre les intentions exprimées par le chef de l'Etat et les dispositions qui ont été soumises en première lecture au Sénat»*, s'agissant de la réforme des collectivités locales. 3 106 mandats, provenant du RPR, de l'UDF et du PS se sont portés sur cette motion, contre 852 à la motion du PCF. Près des deux-tiers des maires se sont abstenus.

• Municipalités d'union de la gauche : au tour de Pessac

Le conseil municipal d'union de la gauche de Pessac, dans la banlieue bordelaise, vit des heures sombres. Au cours de la séance de la semaine dernière, le maire socialiste Pujol, inculpé par ailleurs de *«faux en écritures publiques»* a dû faire face à l'assaut de plusieurs conseillers... socialistes. Il ne doit sa majorité qu'aux voix du PCF. Dans un autre vote, les «dissidents» du PS et les conseillers PCF ont fait alliance, contre le maire.

• La 62e CRS

Une nouvelle compagnie de CRS — la 62e — va être créée dans le courant de l'année prochaine. Prévue initialement à Strasbourg, elle sera finalement basée à Caen. Deux raisons à cela : d'une part, la région caennaise est une région où des luttes importantes se sont déroulées ces dernières années ; d'autre part, le pouvoir continue sa politique d'implantation de CRS autour de Paris. En deux heures, plusieurs milliers d'hommes peuvent converger vers la capitale.

La précédente compagnie de CRS, basée à Versailles, a été créée en mai dernier. Une par an...

• «Les Amis de la terre» se rapprochent d'«Europe Ecologie»

«Les Amis de la terre», qui n'avaient pas participé aux élections européennes, multiplient aujourd'hui les rencontres avec «Europe-Ecologie», mouvement créé peu avant le scrutin de juin dernier. Ces deux organisations entendent mener, à l'occasion des présidentielles, une campagne sur le thème : *«Faire revivre la démocratie au quotidien»*.

Déjà bon nombre d'écologistes prônent des réformes allant dans ce sens : référendum locaux décentralisation, statut des associations d'intérêt public, démocratisation des procédures judiciaires. Les sénateurs ayant repoussé le 8 novembre le référendum communal, les Amis de la terre se sont saisis de cette occasion pour dénoncer, au cours d'une conférence de presse, la société politique française de type corporatiste et pour demander des réformes démocratiques.

Contre les projets de loi racistes

MERCREDI 28 NOVEMBRE 18 h 30
RASSEMBLEMENT LILLE/GARE

appelé par le collectif anti-raciste composé de : CSCV - SAF - SM - JOC - MNEF - PS - MJS - LCR - PCR - PCML - MAS - CFDT - Groupe j'Ose - Amis de la Terre - APU-Wazemmes-Bureau Section CGT-INSEE - Comité de Défense des Etudiants - Municipalité Lille-Mons.

INFORMATIONS GENERALES

• Conflit de *Nice-Matin* : médecin fait donner les flics contre des conseillers municipaux PCF

Alors que le conflit de *Nice-Matin* entre dans sa troisième semaine, le maire de Nice, Médecin, a commencé à faire paraître quotidiennement sa feuille *l'Action Nice Côte d'Azur*, jusque-là mensuelle. Les employés des NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne) refusant d'acheminer le quotidien de Médecin, celui-ci prévoyait de le faire distribuer par l'intermédiaire de la mairie. Plusieurs militants du PCF, dont un conseiller municipal titulaire et un suppléant, tentaient, samedi soir, d'empêcher cette diffusion. Ils ont été poursuivis par les flics municipaux dans la cour de la mairie ; l'un d'eux a été matraqué.

La direction de *Nice-Matin* a menacé par ailleurs de fermer l'entreprise le 30 novembre si le travail ne reprenait pas.

• Vélizy : un CES brûle en quelques minutes

Vendredi matin, on a frôlé la catastrophe, au CES Saint-Exupéry de Vélizy, dans les Yvelines. Les élèves venaient de s'installer quand le feu s'est déclenché dans le local des poubelles. En quelques instants, les bâtiments étaient une torchère. Par chance, tous les élèves et professeurs ont pu évacuer très rapidement les lieux, par l'escalier de secours, enfin obtenu après une longue lutte du personnel. Car dans ce CES construit comme Pailleron, il a fallu se battre pour obtenir cet escalier de secours ! Que dire aussi du matériel de sécurité, du «détecteur de fumée» automatique qui ne s'est pas déclenché, du signal d'alarme automatique qui ne s'est mis en route que grâce à l'intervention manuelle de la gardienne ? Au lieu de construire rapidement un autre CES, on fait faire des exercices d'évacuation rapide aux élèves... Mais si la gardienne n'avait pas vu la fumée, ces exercices n'auraient suffi. Les parents des victimes du CES Pailleron avaient dit : *«Plus jamais ça»*...

COMMANDEZ LE COFFRET DES QUARANTE «UNES»

Passez vos commandes au *Quotidien du Peuple*
Prix : 50 francs + port

le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales .... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La Hague : un peu moins dans les piscines, un peu plus sur les parkings...

Quelques dizaines de tonnes de combustibles nucléaires irradiés vont sortir de leur piscine de désactivation pour être retraités. En effet, la Cogema, filiale du Commissariat à l'Energie Atomique vient de lancer à l'usine La Hague une nouvelle campagne de retraitement. Ce sera la quatrième du genre. Les précédentes, échelonnées de mai 1976 à décembre 1978 n'auront permis de retraiter que cent dix tonnes de combustibles : 14 tonnes en 1976, 54 en 1977 et 42 en décembre 1978. Ce qui est très peu par rapport aux stocks : il y a plus de 300 tonnes déjà stockées dans la piscine de désactivation.

La Cogema et l'usine de La Hague ont la chance (!) d'être seules au monde à s'engager sur une telle échelle dans ce type d'activité. Encore faudrait-il, pour que ces tonnes de combustibles soient traitées, que tous les moyens techniques soient au point, que les différents et multiples problèmes aient une solution, ce qui n'est pas le cas ! Malgré les recherches faites en ce domaine, la mise au point de procédés nouveaux, et l'accélération des opérations à La Hague, la capacité de retraiter au rythme où les combustibles sont déversés dans la «poubelle atomique» de la Manche, est largement inférieure.

Mais des problèmes demeurent. Le CEA avait envisagé de faire retraiter par l'usine de Marcoule le combustible irradié dans les centrales *«graphyte-gaz»* de la filière française, La Hague se consacrant à ceux issus des centrales PWR de la filière US. Or, pour des raisons techniques (vieillissement rapide des gaines de combustible), il a fallu retraiter au plus tôt des combustibles *«graphyte-gaz»*, ce qui a empêché par conséquent le retraitement des produits PWR. Ils sont donc restés dans leur piscine...

Pour faire face au stockage nécessité par l'afflux de combustibles tant français qu'étrangers, de nouvelles unités vont être installées : deux bassins de 1000 tonnes seront mis en service en janvier 1981, d'autres vers 1985 d'une capacité totale de 4000 tonnes. Ce qui est évidemment une solution : quand on ne peut pas retraiter, on stocke, quand on ne plus stocker, on agrandit les bassins...

Mais, au fait, quand tout le combustible est retraité, il reste des déchets, que fait-on de ces tonnes de déchets encore radioactifs pour des millers d'années ? On les stocke...

Michel BERTEL

Bilan de deux mois de lutte à l'entreprise Films-Paramount

Depuis le 2 novembre la section CGT de l'entreprise a entrepris l'unification des deux syndicats d'entreprise a savoir les opérateurs techniciens avec les employés et ouvreuses du cinéma Paramount.

Cette unification à la base a permis de vaincre la réticence des permanents des deux syndicats. La section sera donc rattachée directement à la Fédération Nationale du Spectacle.

Cette victoire a permis de vaincre certaines réticences et de mettre en place une section et une structure solide à Paramount.

Un accord avec les délégués CFDT a également permis de présenter à la direction des revendications concrètes en même temps qu'une action de grève ponctuelle était mise en place :

— arrêt des techniciens-opérateurs le vendredi à 10 h à la dernière séance. Les contrôleurs venaient occuper les cabines et la haute tension électrique ;

— évacuation et remboursement des clients se trouvant encore dans la salle avec explication du mouvement de grève ;

— les ouvreuses qui ne sont rémunérées qu'au pourboire continuent la vente dans le hall et sur le trottoir du cinéma en expliquant leur situation et le motif de la grève ;

— l'occupation des cabines est effective de 10 h à minuit ;

— cette opération de grève ponctuelle doit être reprise à chaque ordre du comité de grève composé des délégués CGT et CFDT ;

— à la réunion du jeudi 22 novembre les revendications suivantes ont été présentées par les délégués alors que tout était en place pour la grève :

— 2 jours de repos hebdomadaire au lieu de 1 et 33 h de travail payées 40 heures ;

— augmentation des indemnités de taxi ;

— augmentation des indemnités de panier ;

— augmentation des salaires 6 % pour les bas salaires et 4 % pour les autres.

Toutes ces revendications ont été acceptées par la direction Paramount après 3 heures de discussions.

La victoire de cette action a un impact sur tous les circuits cinéma de Paris et en Province. En effet la Fédération Patronale a toujours refusé d'accorder 2 jours de repos hebdomadaire. Il a donc été ouvert une brèche par cette action offensive dont les répercussions s'étendront à toutes les entreprises de spectacle.

Les patrons de cinémas sont particulièrement réactionnaires et les salariés divisés et isolés. La seule arme efficace de lutte c'est l'unité de toutes les catégories du personnel du spectacle, du technicien aux ouvreuses, du metteur en scène à l'artiste, du technicien à la production à l'employé de la société de distribution.

La seule arme de lutte, c'est la grève ponctuelle d'une ou deux séances par semaine aux heures d'affluence des vendredis ou samedis. En effet, les patrons craignent ces grèves car pour eux c'est une perte sèche de recette sans aucun espoir de le récupérer.

La combativité des salariés du spectacle augmente rapidement ; il ne faut pas oublier que 50 % des artistes sont en chômage partiel et que l'année 1980 verra un effort d'aide gouvernemental aux entreprises de spectacle par une diminution de la TVA de 10 % alors qu'elle était de 17 %.

La lutte des salariés des spectacles ne peut-être efficace que par l'unité de toutes des branches des cinémas, théâtres et MJC et télévision radio dans une seule fédération.

La seule arme pour obtenir satisfaction, c'est l'organisation et la préparation pratique du mouvement de grève en précisant comme première revendication le paiement des heures de grève.

Les délégués de Paramount Films

• ECOLE

A Dieppe, les enseignants du lycée Ango ont fait une journée de grève surprise pour protester contre les classes surchargées (plus de 35 en seconde et première). Ils ont associé les lycéens à leur action.

• Aiguilleurs du ciel : en lutte depuis 1 mois

Le directeur de l'aviation civile ne veut pas négocier tant que les aiguilleurs n'auront pas cessé leur mouvement. Les aiguilleurs ne veulent pas cesser leur mouvement tant qu'ils n'auront pas de garanties du ministère des Transport sur une discussion sérieuse de leurs revendications.

Depuis un mois maintenant, les aiguilleurs empêchent l'envol des avions plusieurs heures par jour. Ils s'opposent à des mesures mettant en cause la sécurité des passagers, demandent une amélioration de leurs conditions de travail, le rétablissement du droit de grève et la suppression de la mixité civil-militaire.

• Attentat fasciste contre un avocat

Une forte explosion a endommagé vendredi soir l'entrée de l'appartement de Me Nordmann, avocat à Paris. Les dégâts sont importants, mais il n'y a pas eu de victime. L'attentat a été revendiqué par une *«organisation autonome des néo-nazis d'action»*. Me Nordmann était le défenseur de l'ancien résistant Paul Cacheux, qui avait retrouvé le nazi Joachim Peiper en Haute-Saône.

le quotidien du peuple

A LIVRES OUVERTS

C. Baudelot
R. Establet
J. Toiser

Qui travaille pour qui ?

Avec cette quatrième publication (1), Christian Baudelot et Roger Establet poursuivent une œuvre entamée il y a huit ans (2), et qui constitue une des contributions les plus intéressantes émanant d'universitaires au débat sur l'analyse de classe de notre société.

Des livres écrits pour être lus, compris discutés

Le style de ces ouvrages, la méthode de travail, méritent d'être relevés : c'est si peu fréquent !

Tout d'abord, un langage clair, compréhensible ; le souci des auteurs d'expliquer chaque chiffre, et de le rendre utilisable par ceux qui ne sortent pas de l'université bourgeoise. Cela nous change des ouvrages, intéressants par ailleurs, écrits sur des sujets proches par Nikos Poulantzas (3) ou tant d'autres.

Ensuite, une application à quantifier systématiquement les phénomènes abordés qui permet d'en apprécier l'importance, d'en mesurer le développement. Baudelot et Establet décortiquent les statistiques bourgeoises, les critiques et les réorganisent, pour leur faire sortir ce qu'elles ont de réalité dans le ventre ; méthode qui n'est pas sans rappeler celle de Lénine dans l'analyse de la Russie tsariste (4).

Troisièmement, une honnêteté dans l'exposé qui consiste à signaler chacune des hypothèses faites par les auteurs et non démontrées ; loin de se prétendre achevées, sans faille, définitives, les études présentées constituent ainsi de véritables incitations au débat critique et à la réflexion.

Qui s'approprie la plus-value ?

Le matériau de base du livre de Baudelot, Establet et Toiser est constitué par les statistiques de la Comptabilité Nationale ; sur cette base, ils examinent qui, quelles catégories sociales, travaillent dans les différents secteurs de l'activité économique, ce qu'on y produit et en quelles quantités, et à l'autre extrémité, quelles catégories sociales reçoivent les fruits de ces diverses activités : bref, comme l'indique le titre, qui travaille pour qui ?

Un premier ensemble de résultats est résumé dans le tableau 1. On y apprend par exemple qu'en 1971, 2,9 millions de travailleurs ont produit les richesses perçues par les cadres supérieurs et 2,2 millions seulement celles acquises par les ouvriers qualifiés, ou encore que 10 ménages d'OS ont dû se contenter de ceux de moins de 9 travailleurs. Cela en dit long sur la répartition des revenus dans notre société.

Mais le plus instructif est ailleurs. Les auteurs en effet s'attachent à établir comment se répartit le produit du travail annuel entre ce qui est consacré à la reproduction de la force de travail, et ce qui constitue le surplus, affecté à la consommation de luxe, à l'accroissement du patrimoine immobilier, et à l'accroissement du patrimoine productif (accaparement privatif de moyens de production). Et en second lieu, ils examinent qui reçoit ce surplus - cette plus-value.

Deux grands résultats en ressortent. Tout d'abord que le taux de plus-value, sur l'ensemble de l'économie française, est de 100 % : la moitié des 21 millions de travailleurs ont produit pour la reconstitution de la force de travail, et l'autre moitié - plus de 10 millions - ont travaillé à produire des biens et services nouveaux. C'est énorme, et cela donne une idée du degré atteint par le développement des forces productives de notre pays.

Ensuite, on constate que 30 % de ces richesses nouvelles échoient à des catégories sociales représentant 70 % de la population, alors que les 70 % restants sont accaparés par seulement 30 % de cette même population. De façon plus détaillée, on relèvera la part exorbitante qui revient aux cadres supérieurs (20,5 % du total) et même aux cadres moyens (18,4 %) (cf. tableau 2).

Cet accaparement de la plus-value par quelques catégories, dans quelle mesure l'assimiler à de l'exploitation ? En tout cas, ces conclusions de Baudelot, Establet et Toiser leur permettent de réfuter avec vigueur l'une des principales thèses du PCF : celle, ressassée à longueur d'*Humanité*, de l'opposition entre une poignée de milliardaires et tous les autres, «petits» patrons, «petits» commerçants, cadres, «petits» rentiers, ouvriers,... tous exploités et opprimés par les monopoles.

Car, et comme dans l'ensemble de leurs ouvrages, ils s'attachent à passer au crible des chiffres disponibles nombre d'idées reçues : de *«l'école au-dessus des classes»* à *«l'union du peuple de France»* en passant par les conséquences de l'informatique sur la division du travail ; du soit-disant progrès de la qualification des emplois à la prétendue aspiration des ouvriers à copier le mode de vie des cadres, etc. Au total, la moisson qu'ils nous livrent est riche, et souvent originale.

A nous tous de la discuter, et d'en tirer profit pour une meilleure compréhension de notre société.

Agriculteurs exploitants	6,2
Salariés agricoles	0,3
Petits commerçants	8,7
Industriels-Professions libérales	5,8
Cadres supérieurs	20,5
Cadres moyens	18,4
Employés	8,0
Ouvriers qualifiés	5,5
Ouvriers spécialisés	4,6
Inactifs pauvres	0,4
Inactifs moyens-pauvres	1,4
Inactifs moyens-riches	5,3
Inactifs riches	14,9
TOTAL	100,0

Tableau 2

PART DE LA PLUS-VALUE SOCIALE PERÇUE PAR CHAQUE CLASSE SOCIALE

(1) Qui travaille pour qui ? *de C. Baudelot, R. Establet et Jacques Toiser - Editions Maspéro 1979 (259 pages).*
(2) *cf. les trois encarts ci-contre.*
(3) Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui. *Editions du Seuil - 1974.*
(4) cf. Le développement du capitalisme en Russie.

Samedi 1er décembre à 14 h 30

DEBAT
sur *«Qui travaille pour qui»*

Avec la participation de C. Baudelot à la
Librairie Populaire
23 rue Saint-Sauveur
Paris 75 002

L'école capitaliste en France*

Dans cet ouvrage, les auteurs examinent le rôle de l'école dans la reproduction des rapports sociaux. Fondées pour une large part sur l'examen détaillé des statistiques scolaires, leurs thèses méritent une grande attention.

Primo, le rôle fondamental de l'école aujourd'hui est d'assurer la préparation technique et idéologique des couches sociales nécessaires au fonctionnement du capitalisme : autant dire que la sélection en est indissociable. En outre, le développement de l'école et sa généralisation sont intimement liés au développement même du capitalisme : car la séparation des producteurs d'avec les moyens de production interdit que l'apprentissage puisse, comme autrefois, se dérouler dans le cadre de l'activité familiale.

Secundo, c'est au travers d'une lutte que l'école remplit son rôle : lutte pour imposer la domination de l'idéologie bourgeoise, et refouler l'idéologie prolétarienne. Le contenu des programmes (morale, histoire, économie,...), les méthodes scolaires (individualisme, concurrence,...), y pourvoient plus sûrement que les inégalités matérielles (bourses,...).

De leur point de vue, il n'y a donc pas contradiction entre le rôle d'apprentissage technique de l'école et son rôle social, mais unité au service du capital.

** C. Baudelot, R. Establet - Editions Maspéro 1971 (340 pages).*

L'école primaire divise*

Ce petit bouquin s'attache à argumenter l'une des thèses de «L'école capitaliste en France» : c'est dès l'école primaire, dès le cours préparatoire même, que la division scolaire s'opère.

Sous le couvert d'une institution unique, se déroule une lutte impitoyable, sanctionnée par les redoublements, qui répartit avant l'heure les élèves destinés à l'enseignement classique et supérieur, et la grande masse, reléguée dans l'enseignement dit «professionnel».

** C. Baudelot, R. Establet - Editions Maspéro 1975 (118 pages).*

La petite bourgeoisie en France*

Consacré à l'analyse de la petite bourgeoisie, à la détermination de ses limites, de ses rapports avec les autres classes, à l'examen de sa composition - du petit commerçant au cadre supérieur -, ce livre aborde de très nombreuses questions.

On citera, parmi d'autres, l'étude du développement quantitatif de ces couches, l'analyse de la croissance du secteur tertiaire, la réfutation des thèses sur l'élévation des qualifications, sur la suppression des tâches pénibles et non qualifiées par le développement de l'informatique, etc.

Mais l'apport sans doute le plus intéressant consiste à établir le coût de reproduction de la force de travail des différentes couches de salariés et à la comparer aux salaires qu'elles touchent. Ils démontrent que la hiérarchie des salaires ne s'explique que pour une très faible part par la différence entre les forces de travail (simples ou complexes), et pour l'essentiel par une redistribution de plus-value liée au rôle social et politique de ces couches, notamment des cadres.

C'est sans doute la critique la plus percutante des thèses révisionnistes en la matière.

** C. Baudelot, R. Establet, J. Malemort - Editions Maspéro - 1974 (304 pages).*

	AGRICULTEURS	SALARIÉS AGRICOLES	INDUSTRIELS ET PROFESSIONS LIBÉRALES	PETITS PATRONS	CADRE SUPÉRIEURS	CADRES MOYENS	EMPLOYÉS	OUVRIERS QUALIFIÉS	OUVRIERS SPÉCIALISÉS	INACTIFS PAUVRES	INAC. MOYENS PAUVRES	INACTIFS MOYENS-RICHES	INACTIFS RICHES	ENSEMBLE
Effectifs de travailleurs mobilisés au service d'une catégorie sociale dans son ensemble *(en milliers)*	1 526	191	827	1 584	2 910	3 355	1 828	2 147	2 348	321	703	1 107	2 182	21 029
Effectifs de travailleurs mobilisés au service de 10 ménages de cette catégorie	12,6	7,2	43,5	16,1	35,1	18,2	12,1	10,9	8,8	3,1	4,7	8,7	17,7	12,7
Effectifs de travailleurs mobilisés au service d'une unité de consommation de cette catégorie	0,43	0,25	1,75	0,70	1,41	0,72	0,56	0,41	0,34	0,24	0,31	0,47	0,87	0,56

Ce tableau se lit ainsi : en 1971, sur 21 millions d'actifs, 2 147 000 ont travaillé à produire des biens et des services consommés ou accumulés par des O.Q. [1re ligne]. De sorte que 10 ménages d'ouvriers qualifiés disposaient, à leur service, de l'énergie de 10,9 travailleurs [2e ligne]. Chacun des membres d'un ménage d'ouvrier qualifié avait à son service, dans la population active, moins d'un travailleur à mi-temps (0,41) [3e ligne]. La même année, un ménage d'industriel disposait ; pour chacun de ses membres, d'un travailleur à plein temps et d'un travailleur à 3/4 de temps (1,75) [3e ligne].

Tableau 1 TRAVAILLEURS MOBILISÉS EN 1971 AU SERVICE DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES SOCIALES

CONFERENCE MONDIALE DE STOCKHOLM SUR LE CAMBODGE

Des hommes et des femmes de milieux divers réclament d'une seule voix le retrait des troupes vietnamiennes

Les 17 et 18 novembre s'est tenue à Stockholm (Suède) une conférence mondiale de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne. Divers courants d'opinion politiques, religieux, philosophiques, étaient représentés (250 délégués pour 31 pays). Quelles que soient les opinions de chacun sur la situation intérieure au Cambodge de 1975 à 1978, l'ensemble des délégués (athées ou croyants, communistes, socialistes, libéraux ou conservateurs) était uni pour réclamer le retrait des troupes vietnamiennes au Cambodge et le droit pour le peuple cambodgien de choisir librement son avenir, après le retrait de ces troupes.

Outre un appel à l'aide humanitaire pour le peuple cambodgien et au départ immédiat des troupes vietnamiennes, la résolution finale saluait les décisions de l'ONU, celle de septembre reconduisant le siège du Kampuchea démocratique à l'ONU et celle de novembre réclamant le retrait immédiat des troupes étrangères du Cambodge.

«j'ai beaucoup aimé l'esprit de dialogue et d'ouverture»

Claude LIRIA : Vous participiez à la Conférence à titre d'observateur. Quelles sont vos premières impressions ?

E. Jouve : De la conférence qui vient de se tenir à Stockholm sur le Kampuchea, je retire plusieurs impressions. En tant qu'universitaire, j'ai été frappé par la richesse des débats et par le sérieux des contributions. Les rapports qui nous ont été présentés, en particulier par Jan Myrdal, le Docteur Pierre Forcier, et M. Hildebrand, constituent des documents de premier ordre sur lesquels pourront s'appuyer d'autres travaux et d'autres réflexions.

En tant que politique, j'ai beaucoup aimé l'esprit de dialogue et d'ouverture qui s'est manifesté tout au long d'une rencontre qui n'a été marquée par aucune espèce de dogmatisme. Un large éventail d'opinions politiques et philosophiques était représenté et chacun a pu s'exprimer tant en séance plénière qu'en commission.

Claude LIRIA : Quelle est votre opinion sur l'invasion vietnamienne du Cambodge ?

E J : En tant que militant, j'ai pu, en toute sérénité, réfléchir aux aspects internationaux de l'invasion du Cambodge. Je suis de ceux qui pensent que l'indépendance nationale fait partie des droits sacrés dont tous les peuples ont le droit de se prévaloir. Ce droit a pour corollaire : l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

En conséquence, la position adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution du 13 novembre 1979, me parait particulièrement juste et appropriée à la situation. Elle nous conduit aujourd'hui à demander que, pour que cesse l'agression militaire, soit obtenu le retrait immédiat, total et inconditionnel de toutes les troupes étrangères se trouvant sur la terre du Kampuchea.

Sur un autre plan, il est également de notre devoir de tout faire pour qu'une aide humanitaire soit fournie, dans des conditions satisfaisantes, aux populations cambodgiennes, pour que leur droit à la vie soit sauvegardée.

Nous remercions vivement M. Jouve, qui nous a accordé cette interview.

Edmond Jouve, universitaire, membre du Parti socialiste

Edmond Jouve est chargé de conférences et assesseur au département de Science politique de la Sorbonne (Université de Paris I).

Après sa thèse de doctorat d'État sur le *Général de Gaulle et la construction de l'Europe* (Paris LGDJ, 1967, deux vol.), il s'est spécialisé dans l'étude du tiers monde qu'il enseigne en maitrise et en doctorat. Plusieurs de ses livres, publiés chez Berger-Levrault, portent sur ces problèmes, en particulier : *« La République du Mali »* *« Pour un droit des peuples »* (en collaboration avec le Professeur A. Cassese) et *« Relations internationales du tiers monde et Droits des peuples »* (dont la deuxième édition vient de paraitre).

Par ailleurs, E. Jouve appartient au Parti socialiste (tendance Rocard) et à sa Commission internationale. Il a été élu, en juin dernier à Bologne, membre du *Tribunal des Peuples* (constitué à l'initiative du sénateur Lilio Basso, il veut être la continuation du Tribunal Russel II). Il est, en outre, vice-président de la *Ligue française pour le droit des peuples*. Il a participé en observateur à la conférence internationale de Stockholm sur le Kampuchea, à titre d'expert international.

La chanteuse pacifiste américaine, Joan Baez, salue la conférence

VOICI des extraits du message de la célèbre chanteuse pacifiste américaine, Joan Baez, adressé à la Conférence de Stockholm sur le Cambodge : *« Nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation d'une telle horreur qu'elle défie toute description. Des gens par milliers meurent de faim et d'un manque de soins et d'équipements médicaux (...)*

L'ONU est un organisme dont le meilleur fonctionnement est le consensus. J'en appelle à tous les États membres de l'ONU pour qu'ils atteignent un consensus tel que la guerre cesse immédiatement. J'en appelle aussi à l'ONU pour qu'un processus politique s'engage en vue d'un Cambodge neutre et indépendant.

Le peuple cambodgien doit pouvoir participer librement à un processus d'autodétermination. Une équipe d'observateurs impartiaux devra prendre en main la tâche d'assurer la mise en œuvre de ce processus et, encore une fois, je demande le concours de l'ONU.

Je vous remercie de m'avoir accordé votre temps, je vous remercie de votre considération et, j'espère, de votre attention.

Sincèrement,

Joan Baez (le 13 novembre) »

Le message de Charles Tillon, ancien dirigeant des FTP contre les nazis, ex-dirigeant du PCF

Voici le télégramme adressé à la conférence par Charles Tillon.

Charles Tillon fut l'un des dirigeants de la révolte des Marins français de la Mer Noire, qui, il y a 60 ans, se sont mutinés contre leurs supérieurs qui voulaient les obliger à tirer sur le peuple russe, alors engagé dans sa révolution.

Plus tard, pendant la Deuxième Guerre mondiale, devenu communiste et l'un des dirigeants du PCF, il organisa et dirigea les bataillons de résistance FTP, contre les nazis.

Au début des années cinquante, il fut exclu du PCF, de manière tout à fait arbitraire. Mais son combat pour la justice, la liberté et l'indépendance des peuples ne prenait pas fin pour autant, comme en témoigne, aujourd'hui encore, son soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne :

« Il y a 60 ans en Orient, les marins français s'insurgeaient pour laisser au peuple russe son droit à liberté et indépendance – Stop.

Il y a 35 ans, la Résistance libérait le sol français des occupants – Stop

Les droits des peuples sont inséparables des droits de l'homme – Stop

Fidèle à mes engagements, je m'associe à votre action pour libération du sol cambodgien de l'occupation vietnamienne – Stop

Et pour la solidarité envers peuple qu'il faut sauver de sa faim de riz et de sa faim de paix et de liberté. »

Charles TILLON

Interview de l'Association France-Cambodge

Nous remercions M. Vila de l'Association France-Cambodge qui nous a accordé cette interview.

Claude LIRIA : Pouvez-vous d'abord rappeler, pour nos lecteurs, ce qu'est l'Association France-Cambodge ?

— M. VILA : L'Association France-Cambodge a été créée en 1971 au lendemain du début de l'intervention américaine au Cambodge et, selon son programme et ses statuts, c'est une association qui s'est donné pour tâche de développer les liens d'amitié entre le peuple français et le peuple cambodgien. Ces liens d'amitié recouvrent tous les domaines, qu'ils soient culturels, évidemment politiques, sociaux, etc.

Pendant toute une période, l'Association France-Cambodge a soutenu le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, le GRUNK, dirigé par le prince Sihanouk.

De 1975 à 1979, l'Association a limité ses activités en raison de l'inexistence d'informations sur ce qui se passait effectivement au Cambodge, sur la difficulté à établir des relations.

Depuis le début de l'année 1979, l'Association France-Cambodge s'est donné pour objectif de favoriser, dans la mesure de ses moyens, le retour à une situation d'indépendance de la nation khmère et, devant le drame qui touche le peuple khmer à l'heure actuelle, drame du domaine de sa survie, l'Association s'est donné également pour objectif de développer au maximum un courant d'opinion de soutien humanitaire à la nation cambodgienne.

Les deux axes sont donc à peu près les suivants : un axe d'action humanitaire et de développement de l'aide, à toutes les parties, pour que la nation cambodgienne puisse au moins survivre. Et...

C. L. Qu'est-ce que vous entendez par « toutes les parties » ?

— V : On pense que les Cambodgiens sont à la fois dans les camps de réfugiés en Thaïlande, dans lesquels opèrent des organisations internationales, telles que la Croix-Rouge, l'UNICEF, d'autres organisations comme, par exemple, « Médecins sans frontières ». Mais il y a aussi beaucoup de Cambodgiens qui continuent d'habiter au Cambodge et ces gens-là doivent également être secourus de façon très rapide.

Donc, nous pensons qu'il faut exiger de la part de toutes les parties engagées, que ce soit les autorités qui sont à Phnom Penh ou les autorités du Kampuchea démocratique, qu'elles portent secours à la population cambodgienne. C'est en gros notre point de vue sur la question.

Pour parler de façon un peu plus politique, disons que nous apportons notre soutien, dans l'œuvre de restauration des droits nationaux du peuple cambodgien, à *toutes les forces* qui luttent pour l'indépendance du Cambodge à l'heure actuelle, que ce soit les forces du régime des Khmers rouges, que ce soit les forces du président Son San qui dirige le Front national de libération du Kampuchea, ou que ce soit les forces qui se réclament du prince Sihanouk. En particulier, nous avons soutenu l'action diplomatique générale du prince Sihanouk.

C. L. : A quel titre avez-vous participé à la conférence de Stockholm et que pensez-vous de la résolution générale qui a été adoptée ?

— V. : De façon générale, nous sommes partisans de répandre au maximum dans l'opinion la vérité sur la situation du peuple cambodgien et sur les remèdes qu'il faut apporter à cette situation. C'est ce qui nous a guidé dans notre participation à la conférence de Stockholm, même si au départ, nous avons estimé que l'appel à cette conférence restreignait beaucoup trop les possibilités de participation à la dite conférence. C'est une opinion que nous avons donnée au comité organisateur depuis plusieurs mois. Nous avons donc participé à la conférence à titre d'observateur.

De façon générale, on pense que ce qui est sorti de la conférence est très positif. Plus que ce qui était initialement.

Ceci dit, la réserve que nous avons apportée au départ demeure : c'est que l'audience aurait été *beaucoup plus large* si, dès le départ, nous n'avions pas restreint le but de la conférence (tel qu'il apparaissait dans l'appel) à un soutien au gouvernement du Kampuchea démocratique. A l'heure actuelle, de par le monde et en particulier en France, il est extrêmement urgent et important *de réunir tous ceux* qui sont partisans d'un *retour à l'indépendance* du Cambodge.

Propos recueillis par Claude Liria

Iran

BRUITS DE BOTTES, GUERRE ECONOMIQUE

Alors que Bani Sadr, le ministre des Affaires étrangères de l'Iran devait se rendre à l'ONU, à New-York, on apprenait dimanche soir que ce voyage était annulé à l'initiative du Conseil de la révolution.

Dimanche soir également, de source libyenne, était annoncé un communiqué commun entre la Libye et l'Iran appelant les Etats arabes à rompre toute relation diplomatique avec les Etats-Unis.

Dans une déclaration faite vendredi, Carter avait à nouveau menacé l'Iran d'une intervention, refusant nettement l'extradition du Shah. Alors que de nombreux commentaires font état de la présence du Shah aux USA comme d'une opération politique préméditée, le président américain a prétendu qu'il avait été accueilli seulement pour des *«raisons humanitaires»*.

En réunissant ce week-end à Camp David les dirigeants de l'état-major US, Carter a poursuivi sa politique d'intimidation : il semble avoir envisagé avec eux les différentes possibilités d'intervention. Cependant, les bruits de bottes se multiplient : le porte-avions Kitty-Hawk continue à faire marche vers le Golfe ; d'autres rumeurs sont plus ou moins démenties : commandos héliportés en Arabie Saoudite arrivés clandestinement, mobilisation des bases militaires US, aux Açores...

A Bonn, le ministre russe Gromyko a lancé un *«appel à la raison»* à la fois aux USA et au gouvernement iranien. Cette déclaration fait suite à une mise en garde de Moscou à Carter qui était beaucoup plus énergique. La position de Gromyko semble indiquer que l'URSS n'entend pas s'impliquer trop rapidement dans cet affrontement : même si la situation en Iran peut lui être favorable à long terme, Moscou ne veut pas s'engager inconsidérément, alors que les dirigeants iraniens ont pris à maintes reprises des positions dénonçant le social-impérialisme.

D'autre part, le gouvernement iranien a pris de nouvelles mesures dans le cadre de la «guerre économique» qui l'oppose à l'impérialisme US. En riposte à la décision de Carter gelant les avoirs iraniens aux USA, le ministre Banisadr a annoncé que l'Iran refuserait de reconnaître les dettes contractées aux USA par 28 banques privées que l'Etat iranien a nationalisées. Selon le ministère de l'Economie iranien, beaucoup de prêts accordés par la banque Rockefeller avec des intérêts énormes étaient destinés au Shah et à son entourage sous prétexte de projets économiques bidons. Dans des déclarations faites dimanche, Banisadr a lancé un appel au Tiers-Monde et à l'Europe pour *«mettre fin à la dictature du dollar»*. Il a déclaré que l'Iran proposerait à l'OPEP un double prix du pétrole : un pour les pays riches, un pour les pays pauvres.

Dimanche, le chef de la diplomatie iranienne a déclaré qu'on pourrait envisager la libération des Américains prisonniers des étudiants de Téhéran si le gouvernement américain publiait un texte reconnaissant les crimes du Shah. De son côté, le parlementaire républicain Hansen a pu visiter l'ambassade et rencontrer les prisonniers. A sa sortie, il s'est déclaré favorable à l'instauration d'une commission d'enquête sur les crimes du Shah. Après une montée continue de la tension depuis bientôt un mois, la situation reste bloquée : la responsabilité en incombe à Carter.

J.P.C.

Le parlementaire américain Hansen conspué par les manifestants devant l'ambassade américaine de Téhéran. Il devait tenter de se les concilier en se prononçant pour la constitution d'une commission d'enquête sur les crimes de l'ex-Shah.

Zambie

Manifestations contre les agressions racistes et la Grande-Bretagne

Alors que la Zambie avait déclaré la mobilisation générale et l'état de guerre contre les agressions du régime rhodésien, jeudi et vendredi derniers, des milliers de manifestants ont attaqué la résidence du haut-commissaire britannique en Zambie. Les manifestants accusaient la Grande-Bretagne et les Occidentaux qui, depuis des années, contournent le blocus économique pour soutenir les régimes racistes d'Afrique Australe. Ils protestaient également contre l'attitude du haut-commissaire qui avait repoussé les demandes de compensation du gouvernement zambien. Le président Kaunpa a approuvé ces manifestations. La haut-commissaire a été rappelé à Londres. Le conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution demandant à la Grande-Bretagne de prendre des mesures pour mettre un terme aux agressions racistes.

La régime rhodésien, par les derniers raids contre la Zambie, espérait mettre ce pays à genoux et faire en sorte qu'il se désolidarise de la lutte du peuple du Zimbabwe. La réaction du gouvernement et les manifestations populaires indiquent que ces agressions ont produit l'effet inverse.

NOUVELLES MENACES DE PRETORIA

Dans une déclaration faite à Johannesburg, le Premier ministre sud-africain Botha, a précisé son projet d'une «constellation» des Etats d'Afrique Australe, bloc dirigé bien sûr par le régime raciste de Prétoria comprenant les bantoustans *, la Namibie, et le Zimbabwe. Botha propose que ce bloc dominé par les racistes, *«bastion de la liberté»* selon lui, renforce ses liens avec l'OTAN. Il a confirmé la volonté de son régime d'intervenir contre le Zimbabwe en cas d'arrivée au pouvoir du Front Patriotique.

J.P.C.

* *Réserves où les racistes veulent parquer les Noirs d'Afrique du Sud.*

SIHANOUK EN FRANCE

Après plusieurs mois passés en Chine et en Corée du Nord, le prince Sihanouk, ancien chef d'Etat cambodgien, est arrivé à Paris dimanche. Il doit rester en France plusieurs mois, puis se rendre dans plusieurs pays européens et aux USA. Sihanouk doit prendre contact avec différentes organisations de réfugiés cambodgiens ainsi qu'avec de nombreuses personnalités politiques.

A l'origine monarque installé par la France, puis chef d'Etat attaché à l'indépendance de son pays, Sihanouk fut, pendant près de vingt ans, une figure prestigieuse du mouvement non-aligné, tenant à préserver la neutralité de son pays contre toutes les ingérences étrangères. S'opposant à l'agression américaine en Indochine, l'impérialisme US provoqua sa chute par l'intermédiaire de Lon Nol en 1970. Sihanouk se range alors aux côtés des révolutionnaires dans le Front populaire de libération nationale du Kampuchéa. Il prend la tête du GRUNK (gouvernement royal d'union nationale) et devient un porte-parole et un symbole de la résistance contre l'impérialisme US. Après la victoire de 1975, il ne reste que quelques mois chef d'Etat du Kampuchéa démocratique : en désaccord avec les dirigeants, il démissionnera en 1976.

Quittant Phnom Penh peu de temps avant l'arrivée des divisions vietnamiennes en janvier 1979, l'ancien chef d'Etat cambodgien dénonce violemment à l'ONU l'invasion vietnamienne soutenue par l'URSS : il est alors représentant du gouvernement du Kampuchéa démocratique.

Mais, par la suite, il rompt avec les dirigeants du Kampuchéa démocratique qui organisent la résistance armée contre l'invasion. Ayant d'abord envisagé de se retirer de la vie politique, Sihanouk fera plusieurs tentatives afin de présenter des plans pour le Cambodge. D'abord, il a lancé un appel à l'ONU pour qu'elle organise une conférence internationale et qu'elle envoie une force de paix au Cambodge. Plus récemment, il avait envoyé des lettres à Pham Van Dong pour lui demander de négocier avec lui. Cette démarche a été repoussée par Hanoï.

Ces dernières semaines, Sihanouk a fait des déclarations allant dans le sens du soutien à la résistance armée. En arrivant à l'aéroport, il a dit : *«Mourir pour mourir, autant mourir en combattant contre l'envahisseur»*. Il a également lancé un appel au soutien humanitaire.

Quelles propositions concrètes va-t-il faire ? Comment va-t-il contribuer à l'unité de toutes les forces patriotiques ? C'est ce qu'il faudra suivre avec attention dans les semaines à venir.

J.P.C.

Azanie (Afrique du Sud)

TROIS SIECLES DE COLONISATION

Mardi soir 20 novembre, à Paris, au cours d'une réunion publique, le représentant du PAC (Pan african Congress) en Europe a exposé l'histoire du peuple azanien et ses luttes, pour mieux faire comprendre la situation d'aujourd'hui.

C'est au 17e siècle que remonte la conquête coloniale. C'est précisement en 1653 que les occidentaux ont volé la terre et commencé à exploiter le peuple azanien.

«La résistance a été insuffisante. Notamment notre armement était inférieur à celui des colons.»

LE FRONT DES RACISTES BLANCS

En 1910, quatre petits Etats (le Transall, le Cap, le Natal et l'Etat libre d'Orange), une colonie et trois républiques indépendantes se sont regroupés. En 1961, cet ensemble s'appellera la République d'Afrique du Sud. Les Africains n'ont évidement pas été consultés. Le but avoué était la création d'un front uni des racistes blancs contre ce qu'ils appelaient *«le problème des indigènes»*. Les enfants sont envoyés travailler dans les mines, la population noire en général est parquée dans les réserves et se trouve ainsi désarmée.

Des organisations politiques sont créées dont le *«Le Congrès des autochtones africains»* en 1912, qui se transforma en ANC (African National Congress). Cette organisation envoie des délégués pour négocier avec la Reine d'Angleterre et donc les colonisateurs. Ceux-ci les reçoivent de manière dégradante et insultante.

LA MISE EN PLACE DE L'APARTHEID

Jusqu'à aujourd'hui, 98% des lois se résument à ceci : comment assurer la domination sur les noirs ?

Le pays est divisé en deux : les réserves noires, et la population blanche. Alors que les Africains sont essentielement nomades et s'adonnent à l'élevage, ils se retrouvent sur des terres incultes et sont obligés de réduire leur cheptel. N'ayant plus la possibilité de faire une agriculture correcte, ni de l'élevage, leur vivres sont coupées. Il se pose alors un gros problème de survie.

La seule raison objective des colons, c'est de créer ainsi une réserve de travailleurs qu'ils pourront rejeter une fois qu'ils auront servi. Ils les appelleront «Bantoustans». Les raisons données officiellement sont : quand les colons sont arrivés, les seules parties où ils auraient trouvé des habitants ce sont les endroits où ont été créées les réserves. Ils ont donc considéré l'occupation comme légitime ! Autre raison invoquée : un passage de la Bible qui dirait que la malédiction des noirs, c'est de servir les blancs jusqu'à la fin de leurs jours !

Vorster (ex-premier ministre) disait qu'il fallait donner aux noirs *«une éducation leur permettant juste d'être manœuvres et après les renvoyer chez eux !»* En effet, le type d'éducation les prépare à devenir des esclaves.

Claude LEBRUN

Alsthom Belfort

REPRISE DANS L'INSATISFACTION

Lundi, 7 h 30, de notre correspondant :

En ce petit matin de novembre, il fait froid à Belfort. Le jour se lève à peine sur les milliers de travailleurs massés devant la porte principale de l'Alsthom.

Dans quelques minutes, ils vont rentrer travailler après deux mois de grève. Les dirigeants syndicaux tiennent un dernier meeting avant la reprise. Lacaille, responsable CGT, hurle presque son discours : *«Nous rentrons forts et puissants pour continuer le combat»*. Ces propos, qui se veulent combatifs, ne semblent pas galvaniser les foules, comme il le souhaiterait. *«Il est bruyant, Lacaille»*, lance un travailleur, et à l'adresse de l'orateur : *«Ce qu'ils ont donné au bout de deux mois, ils vont le reprendre en huit jours, petit gars !»* Un autre dit : *«On est rentré huit jours trop tôt»*, ou encore : *«On n'aurait pas dû reprendre»*.

Ce point de vue n'est pas majoritaire. Beaucoup acceptent la reprise, disent : *«Il fallait bien reprendre»*, tout en précisant qu'ils ne sont pas satisfaits. Quand le responsable de FO déclare au micro : *«Nous ne rentrons pas battus»*, quelqu'un ajoute *«mais pas vainqueurs non plus»*. Quant à Bey, de la CGC, il a l'air satisfait : *«L'essentiel est atteint, mais nous comprenons la déception de ceux qui ne voulaient pas la reprise»*. *«Et comment !»* lui rétorque-t-on. Glorifiant l'entreprise, Bey termine par un *«Vive Alsthom»*, tout le monde n'apprécie pas. *«Vive nous plutôt, l'Alsthom, on n'en a rien à foutre»*. Enfin, c'est le tour de la CFDT qui déclare par la bouche d'Evelyne Pujo : *«Nous subissions la direction en courbant le dos ; par notre attitude, si nous restons unis, nous pouvons faire changer les choses. Il faut refuser les heures supplémentaires, la combativité doit rester entière»*.

Voilà, le meeting est terminé, il faut rentrer... Lacaille, avec des grands gestes, crie : *«Hip, hip, hip hourra»*. On entend le *Chiffon Rouge*. Malgré tous ses efforts, l'ambiance ne se fait pas. Quelques travailleurs des piquets se sont regroupés près de la porte : ils ont tous très mauvaise mine ; le moins qu'on puisse dire, c'est que les pitreries de Lacaille ne les amusent pas. Pourtant, ils n'ont pas désarmé ce matin et diffusent un tract d'appel à une réunion : *«Vendredi matin, nous avons été 1 121 contre la reprise du travail, nous pensons que nous n'avons pas obtenu assez, cela ne fait pas du tout le compte. Il reste un contentieux avec la direction :*

— paiement des heures de grève ;

— garantie suffisante pour qu'il n'y ait pas de sanctions pour fait de grève ;

— nous pensons que nous n'avons pas remporté une victoire.

Nous sommes 1 121 à avoir manifesté notre insatisfaction et ce n'est pas fini. Pour discuter de la suite à donner à notre lutte, rendez-vous ce soir lundi 26 novembre à 17 heures, maison du peuple, Belfort».

LE RPR ET SES MINISTRES

Lors d'une réunions des secrétaires fédéraux et des chargés de mission RPR tenue ce week-end à Paris, le secrétaire général Bernard Pons a mis en cause le rôle des ministres RPR. La position constante du RPR sur cette question consiste à dire que les ministres RPR ne sont pas les représentants de leur mouvement, et que leur parti ne leur demande pas de compte sur leur action. Il semble que l'on revienne sur cette position, puisque Pons a déclaré : *«Je crois qu'un certain nombre de ministres devraient se poser la question de leur appartenance au gouvernement. Ils devraient savoir s'ils se situent à l'intérieur du gouvernement ou à l'intérieur du RPR»*.

Une pierre de plus dans le jardin de Barre, à un moment où les retombées de l'affaire Boulin ne sont pas terminées. Le RPR semble vouloir régler ses comptes avec le lobby progiscardien en son sein, notamment le cas Peyrefitte, cité dans l'affaire Boulin.

Pons a également évoqué la situation dans la majorité, critiquant l'attitude du gouvernement dans la discussion budgétaire. *«Il y a une majorité,* a-t-il rappelé comme si cela n'était plus évident. *Ne pas l'entendre, c'est avoir une attitude contraire aux institutions de la Ve République et à la démocratie parlementaire»*. Le régime d'assemblée vient de trouver de curieux défenseurs, autrefois partisans d'un régime présidentiel, quand le président était des leurs.

MATTEOLI HOSPITALISE

Le ministre du Travail a été hospitalisé dimanche pour une affection cardiaque aiguë, qui devrait l'obliger à interrompre ses activités pour plusieurs semaines au moins, et peut-être plusieurs mois.

Avortement : à quelques jours du vote des dizaines de milliers de la Bastille à l'Assemblée

«CE N'EST QU'UN DEBUT CONTINUONS LE COMBAT»

***«Ce n'est qu'un début, continuons le combat !»* Il est près de 17 h, samedi 24 novembre. Nous sommes à deux pas de l'Assemblée Nationale, bien protégé par les forces de l'ordre. Le bâtiment est pourtant désert, ce samedi après-midi. Nous sommes des dizaines de milliers, femmes et hommes venus de tout le pays pour affirmer dans les rues de la capitale que quelle que soit en définitive la nouvelle version de la loi Veil votée le mercredi 28 par les députés, nous continuerons la lutte, partout, sur le terrain.**

Des dizaines de milliers de manifestants pour cette deuxième mobilisation nationale, après celle du 6 octobre, c'est bien la preuve qu'aujourd'hui, malgré les difficultés de la lutte et des situations quotidiennes, il n'est pas question d'en rester là. C'est la preuve que dans tout le pays, la mobilisation s'est poursuivie et se poursuivra pour exiger une véritable libération de l'avortement et de la contraception, autre chose que cette pseudo-liberalisation concédée voilà cinq ans par Giscard !

Il n'y qu'à voir les banderoles pour s'en convaincre. Cinq ans après le vote de la loi Veil, comment se fait-il qu'on doive encore exiger, dans tant de villes, dans tant d'hôpitaux, l'ouverture de centre IVG ? Eh bien oui : cinq ans de loi Veil, et des dizaines de comités luttent aujourd'hui encore pour que tel ou tel patron d'hôpital n'étende pas à tout son personnel la fameuse clause de conscience qui lui donne le droit de refuser l'avortement !

Nantes, Rennes, Strasbourg, Marseille, tous les arrondissements de Paris, la banlieue... la liste serait longue des comités qui ont répondu à l'appel. Tous exigent la fin des mesures restrictives à l'encontre des mineures et des immigrées, la fin du commerce et des inégalités dûs au fait que l'avortement n'est pas remboursé. *«Avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures et les immigrées»*, ce mot d'ordre retentit sans cesse, entre la place de la Bastille et l'Assemblée Nationale, dans les rues bondées de monde sur les trottoirs, dans les quartiers des grands magasins... Lycéens, étudiants, ils sont très nombreux cette fois-ci dans le cortège. Des syndicalistes aussi, surtout CFDT, les cheminots, les postiers, les travailleurs de la santé ou des banques sont venus avec leurs badges et leurs banderoles. A peu près seuls de la CGT, les correcteurs et le personnel de l'INSEE...

Partout, comme c'est devenu l'habitude dans les manifestations à l'initiative des femmes, une profusion de banderoles multicolores, de chansons ridiculisant Debré ou la papauté, fustigeant l'ordre des médecins et *«Laissez-les-Vivre»*. Une manifestation offensive, par ses mots d'ordre, la combativité exprimée, tout au long du parcours. Un grand succès, qui permet de penser que demain, dans les quartiers, sur les hôpitaux, la lutte continuera pour imposer le droit des femmes à avoir les enfants qu'elles veulent, quand elles le veulent !

Monique CHERAN

• Débat sur la Palestine à l'ONU

Ce lundi s'ouvrait, devant l'assemblée générale de l'ONU, un débat sur la Palestine. Farouk Kaddoumi, membre du bureau politique de l'OLP, devait y prendre la parole. Le «comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien» a présenté un rapport indiquant que les accords de Camps David *«étaient en contradiction avec les résolutions antérieures de l'assemblée»*. Le comité exige le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés.

• Zimbabwe : Le Front patriotique rejette l'ultimatum de Londres

Les représentants du Front patriotique Robert Mugabe et Joshua Nkomo ont rejeté dimanche l'ultimatum britannique qui leur enjoignait de donner ce lundi leur réponse sur les propositions de modalité du cessez-le-feu. Joshua Nkomo a déclaré : *«Nous ne sommes pas disposé à dire oui ou non à n'importe quoi (...) Notre position doit être négociée»*.

Il a présenté ses propositions pour le cessez-le-feu, indiquant que le plan britannique ne prévoyait de cessation des combats que pour le Mozambique, la Zambie et le Botswana, mais en ce qui concerne la frontière entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, cette dernière soutenant le régime de Salisbury.

• Il n'y a pas d'affaire Fiszbin

Henri Fiszbin, après avoir démissionné du comité central du PCF, a souhaité que *L'Humanité* publie sa lettre de démission. L'un des membres démissionnaires de l'ancienne direction fédérale de Paris, Jean Gager, a communiqué samedi à une assemblée générale de militants PCF du 18e arrondissement la lettre de démission qu'il avait envoyée à Marchais. Louis Baillot, qui tentait de défendre la position de la direction, s'est heurté à des éclats de rire.

• GARE DE LYON (BANLIEUE)

Vendredi, les contrôleurs et agents d'accompagnement des trains sur le réseau banlieue de la gare de Lyon à Paris ont décidé un mouvement de grève qui se prolongeait lundi matin, pour s'opposer aux mauvaises conditions de travail qu'entraîne le «plan Guillaumat».

• GOLFECH

Un rassemblement s'est tenu ce week-end à l'appel du collectif anti-nucléaire de Golfech. Samedi un cortège de voitures a sillonné la région. Dimanche, une marche sur Golfech a réuni près de 3 000 personnes. Des dossiers pris dans les locaux d'EDF ont été brûlés sur la route nationale.

• SUAREZ A PARIS

Le Premier ministre espagnol Adolfo Suarez est en visite officielle à Paris, ces lundi et mardi. A l'ordre du jour, les rapports économiques entre les deux pays et les perspectives de l'entrée de l'Espagne dans le marché commun. On devrait évoquer également le problème basque.